

les opérations de l'exercice 1888-89, autrement que par un déficit de cent à cent cinquante mille piastres. Nous retournons donc trop sûrement à l'ère des déficits à laquelle le gouvernement précédent avait heureusement réussi à mettre fin.

Est-il possible de prouver plus clairement que je viens de le faire, que le gouvernement actuel n'a pas rempli les promesses si souvent et si solennellement faites par ceux qui en forment partie lorsqu'ils étaient dans l'opposition ?

Que l'honorable trésorier me permette de lui dire qu'il a été injuste envers ses adversaires, lorsqu'il a réclaté pour ses collègues et pour lui-même tout le mérite de l'accroissement des sources du revenu de la province. Le développement du revenu pour l'année courante et pour les années futures, est presque entièrement l'œuvre des gouvernements conservateurs qui ont administré les affaires publiques depuis 1879. Il est bien étrange de vous entendre citer, par exemple, l'impôt sur les corporations commerciales comme une preuve de ce que vous avez fait pour augmenter le revenu, lorsque tout le monde sait que tous ensemble vous avez énergiquement combattu cette mesure. Et votre prétendu surplus de trois quarts de million pour l'année courante, ne se compose-t-il pas presque en totalité de la perception des arrérages de ces impôts, accumulés pendant que vos prédécesseurs luttèrent avec courage pour faire décréter par les tribunaux que cette législation avait le droit constitutionnel de prélever ces taxes.

Si vous voulez être traités avec la justice qui vous est due, et que nous n'entendons pas vous refuser, soyez-en certains, commencez donc enfin à vous montrer justes envers des adversaires que, trop longtemps, vous avez combattus avec les armes de l'esprit de parti le plus déplorable et le plus nuisible aux intérêts publics.

Vous vous vantez d'avoir rétabli la position financière de la province sur des bases solides. Vous n'avez pas eu à remplir cette tâche, parce qu'elle était toute accomplie lors de votre avènement au pouvoir. Vous y êtes arrivés à temps pour profiter des patrioti-

ques travaux de ceux que vous aviez si injustement accusés.

Vos prédécesseurs avaient un budget ordinaire de recettes et de dépenses de trois millions de piastres en chiffres ronds. Vous prétendez que c'était une situation alarmante. Vous arrivez au pouvoir, et dans deux ans vous portez vos dépenses ordinaires à trois millions et demi, tandis que vous ne calculez votre revenu qu'à \$3,345,672, et vous vous écriez que vous avez sauvé la province de la ruine qui la menaçait. Est-il possible d'expliquer raisonnablement une aussi étrange prétention ?

CONCLUSION

Si j'ai cru de mon devoir de faire ressortir les nombreuses contradictions entre la conduite des honorables ministres au pouvoir, et les principes qu'ils ont professés dans l'opposition, ce n'est pas pour le vain plaisir d'en tirer un avantage de parti, que l'on en soit bien convaincu. On constate que depuis qu'ils ont la responsabilité du pouvoir, nos adversaires commencent à juger les choses gouvernementales bien différemment. Je ne leur reprocherais pas leurs contradictions, pourvu qu'ils admettent qu'ils se trompaient autrefois. Il peut y avoir honneur à se contredire, lorsqu'on le fait d'après la consciencieuse inspiration d'un grand sens de son devoir envers son pays, mais pour en avoir le mérite, il ne faut pas hésiter à reconnaître l'erreur de ses anciennes opinions.

De notre côté aussi, les rôles sont changés. Nous sommes la loyale opposition de Sa Majesté. Pour remplir avec efficacité pour la province les obligations qui nous incombent, nous devons comprendre que loin d'être un obstacle à la vigoureuse administration de la chose publique, l'opposition parlementaire doit plutôt être un ressort puissant qui lui communique une nouvelle impulsion, en stimulant davantage l'ardeur des gouvernants, par une critique éclairée, loyale, juste, et qui se distingue toujours par l'élévation des idées et le patriotisme des sentiments dont elle est la fidèle expression.

Je souhaite que, de leur côté, nos adversaires comprennent que dans la position qui leur a été faite, ils doivent